

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Au Québec, la croissance économique se modère. Après un gain de 1,7 % en 2024, le PIB réel devrait augmenter de 0,9 % en 2025 et de 1,1 % en 2026. La progression de l'activité économique est ralentie par la montée du protectionnisme aux États-Unis. Toutefois, la croissance est appuyée notamment par les baisses de taux d'intérêt et les réductions d'impôt, ainsi que par le fait que les prix de l'énergie, dont ceux des produits pétroliers, demeurent relativement bas.

Depuis le début de l'année 2025, le marché du travail au Québec est résilient malgré certains signes de ralentissement. Le taux de chômage moyen a augmenté, passant de 5,3 % en 2024 à 5,7 % pour les 10 premiers mois de 2025. Il reste néanmoins l'un des plus faibles parmi les provinces canadiennes. Pour l'ensemble de l'année 2025, 67 400 emplois devraient être créés (+1,5 %).

En 2026, la création d'emplois (+0,3 %) sera freinée par la faible croissance démographique. Le taux de chômage devrait quant à lui se situer en moyenne à 5,6 %.

Au Canada, le PIB réel devrait croître de 1,2 % en 2025 et de 1,1 % en 2026, tandis qu'aux États-Unis, la croissance devrait ralentir, passant de 2,8 % en 2024 à 1,8 % en 2025 et à 1,9 % en 2026.

SITUATION BUDGÉTAIRE DU QUÉBEC

En 2025-2026, après versements des revenus consacrés au Fonds des générations, le déficit budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire est réduit de 1,2 milliard de dollars par rapport au dernier budget et atteint 12,4 milliards de dollars, ce qui représente 1,9 % du PIB. Le cadre financier prévoit une provision pour éventualités de 2 milliards de dollars en 2025-2026, de 2 milliards de dollars en 2026-2027 et de 1,5 milliard de dollars par année à compter de 2027-2028.

Le gouvernement réaffirme son engagement à l'égard de son plan de retour à l'équilibre budgétaire d'ici 2029-2030. Cette mise à jour permet de faire état des premiers résultats et de présenter une situation budgétaire meilleure que celle prévue dans le budget 2025-2026. Les revenus atteignent 158,7 milliards de dollars en 2025-2026, avec une croissance de 1,7 %. Celle-ci augmentera à 3,7 % en 2026-2027. Les dépenses s'élèvent à 166,6 milliards de dollars en 2025-2026, avec une croissance de 3,3 %. Celle-ci sera de 1,9 % en 2026-2027.

CADRE FINANCIER DE 2024-2025 À 2029-2030

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030	TCAM ⁽¹⁾
Revenus autonomes	125 590	127 541	132 543	138 177	142 785	147 527	
Variation en %	9,5	1,6	3,9	4,3	3,3	3,3	3,3
Transferts fédéraux	30 498	31 194	32 077	32 088	32 546	31 935	
Variation en %	-1,2	2,3	2,8	0,0	1,4	-1,9	0,9
Total des revenus	156 088	158 735	164 620	170 265	175 331	179 462	
Variation en %	7,2	1,7	3,7	3,4	3,0	2,4	2,8
Dépenses de portefeuilles	-151 294	-156 435	-159 486	-161 669	-163 607	-165 950	
Variation en %	6,9	3,4	2,0	1,4	1,2	1,4	1,9
Service de la dette	-9 969	-10 198	-10 283	-11 281	-11 586	-11 727	
Variation en %	-0,1	2,3	0,8	9,7	2,7	1,2	3,3
Total des dépenses	-161 263	-166 633	-169 769	-172 950	-175 193	-177 677	
Variation en % ⁽²⁾	6,4	3,3	1,9	1,9	1,3	1,4	2,0
Écart à résorber	—	—	—	1 000	2 500	2 500	
Provision pour éventualités	—	-2 000	-2 000	-1 500	-1 500	-1 500	
SURPLUS (DÉFICIT) COMPTABLE ⁽³⁾	-5 175	-9 898	-7 149	-4 185	-1 362	285	
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE							
Versements des revenus consacrés au Fonds des générations	-2 397	-2 461	-2 379	-2 510	-2 638	-2 785	
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	-7 572	-12 359	-9 528	-5 695	-1 500	—	

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

(1) Il s'agit du taux de croissance annuel moyen, qui correspond à la moyenne géométrique sur cinq ans, soit de 2025-2026 à 2029-2030.

(2) De 2025-2026 à 2029-2030, la croissance annuelle des dépenses atteindra 2 % en moyenne, soit un rythme de croissance compatible avec la croissance annuelle moyenne des revenus à près de 3 % et le plan de retour à l'équilibre budgétaire.

(3) Le surplus (déficit) comptable réfère au surplus (déficit) lié aux activités tel que présenté dans les comptes publics.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES AU QUÉBEC

(moyenne annuelle, variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2024	2025	2026
PIB en termes réels	1,7	0,9	1,1
Exportations en termes réels	0,5	-1,9	1,0
Indice des prix à la consommation	2,3	2,2	2,1
Mises en chantier (en milliers d'unités)	48,7	58,0	55,0
Création d'emplois (en milliers)	43,2	67,4	14,9
Taux de chômage (en pourcentage)	5,3	5,7	5,6
Marchés financiers canadiens (moyenne annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)			
Taux cible du financement à un jour	4,5	2,6	2,3
Bons du Trésor – 3 mois	4,3	2,6	2,3
Obligations – 10 ans	3,4	3,2	3,2
Dollar canadien (en cents américains)	72,8	71,8	74,3

RÉDUCTION DE LA DETTE

Au 31 mars 2026, la dette nette du Québec s'établira à 254,5 milliards de dollars, soit 39,7 % du PIB. Il s'agit d'un niveau inférieur à celui d'avant la pandémie, qui était de 42,9 % du PIB au 31 mars 2019. Le gouvernement vise à réduire la dette nette au PIB à 32,5 % d'ici 2037-2038.

En 2025-2026 et en 2026-2027, les revenus consacrés au Fonds des générations s'établiront respectivement à 2,5 milliards de dollars et à 2,4 milliards de dollars. La présente mise à jour prévoit un versement additionnel au Fonds des générations en 2026-2027 qui correspondra au surplus cumulé du Fonds d'électrification et de changements climatiques au 31 mars 2026, lequel est estimé à 1,8 milliard de dollars. Les versements au Fonds des générations totaliseront ainsi 4,2 milliards de dollars en 2026-2027.

FINANCEMENT

Pour l'année 2025-2026, le programme s'établit à 24,3 milliards de dollars, soit 5,4 milliards de dollars de moins que prévu dans le budget de mars 2025. Le programme de financement s'établira à 34,1 milliards de dollars en 2026-2027. Pour les trois années suivantes, soit de 2027-2028 à 2029-2030, il s'établira en moyenne à 29,6 milliards de dollars.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DE 2025-2026 À 2029-2030

(en millions de dollars)

	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2029-2030
Besoins financiers nets	28 295	26 536	22 485	15 052	11 924
Remboursements d'emprunts	18 482	12 977	13 629	14 989	18 219
Utilisation du Fonds des générations pour le remboursement d'emprunts	-2 500	-2 500	—	—	—
Retrait du Fonds des congés de maladie accumulés	-180	—	—	—	—
Retrait du Fonds d'amortissement des régimes de retraite	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500	-2 500
Utilisation des emprunts effectués par anticipation	-12 752	-448	—	—	—
Variation de l'encaisse	-554	—	—	—	—
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽¹⁾	-2 454	—	—	—	—
Augmentation de l'encours des bons du Trésor du Québec	-2 000	—	—	—	—
Financement par anticipation réalisé	448	—	—	—	—
TOTAL	24 285	34 065	33 614	27 541	27 643

Note : Un montant négatif indique une source de financement, alors qu'un montant positif représente un besoin de financement.

(1) Dans le cadre de la politique de crédit, qui vise à limiter le risque relatif aux contrepartistes, le gouvernement débourse ou encaisse des sommes à la suite notamment des mouvements de taux de change. Ces sommes n'ont pas d'effet sur la dette.

En 2025-2026, le gouvernement a émis jusqu'à maintenant 37 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, alors que la moyenne des 10 dernières années s'établit à 31 % :

- 3,0 milliards d'euros (4,7 milliards de dollars canadiens);
- 2,0 milliards de dollars américains (2,7 milliards de dollars canadiens);
- 900 millions de dollars australiens (798 millions de dollars canadiens);
- 435 millions de francs suisses (765 millions de dollars canadiens).

Depuis le budget de mars 2025, la demande pour les obligations du Québec a été excellente, comme en témoigne l'émission record de 3,0 milliards d'euros (4,7 milliards de dollars canadiens) réalisée en mai 2025.

Il s'agit de la plus importante émission d'obligations en euros effectuée par une province du Canada.

À ce jour, environ 93 % des emprunts réalisés en 2025-2026 avaient une échéance de 10 ans ou plus, alors que la moyenne des 10 dernières années s'établit à 77 %.

Au 31 mars 2025, l'échéance moyenne de la dette s'établissait à 11 ans.

COTES DE CRÉDIT

Les cinq agences de notation qui évaluent la cote de crédit du Québec attribuent à celle-ci une perspective stable.

COTES DE CRÉDIT DU QUÉBEC

Agence de notation	Cote de crédit	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Fitch Ratings	AA-	Stable
Morningstar DBRS	AA (low)	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AAA	Stable

Note : Il s'agit des cotes de crédit du Québec au 12 novembre 2025.

Sommaire économique et financier du Québec

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances :
390, boulevard Charest Est
Québec (Québec) G1K 3H4
Téléphone : 418 528-7382
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : info@finances.gouv.qc.ca

Finances

Québec

